

International LE BRÉSIL DE LULA : LA JUSTICE À PETIT PAS

*par Ladislau Dowbor **

Malgré de lourds handicaps, les choses changent au Brésil.

Le Brésil est un pays qui a d'immenses ressources et une importante population. Ce pays peut se développer en augmentant le revenu des pauvres et en créant une dynamique, un horizon intérior d'expansion économique. Mais, pour organiser un transfert fort de ressources des riches vers les pauvres, il faut que les riches soient d'accord. Or, le système d'administration publique brésilien a été organisé pour gérer des privilèges, et non pour rendre des services à la population. Arrivé au pouvoir en janvier 2003, Luis Inacio Lula da Silva fait face à de nombreux défis. Instaurer plus de justice sociale en est un des principaux ; il s'agit d'inverser l'ordre économique préalablement établi afin que l'économie soit au service de la société et non l'inverse.

Le boulet des systèmes financiers et fonciers

Le Brésil est en grande partie paralysé par le service de la dette. Le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso avait hérité d'une dette d'un peu moins de 100 milliards de reals et il a remis le gouvernement à Lula avec une dette de 800 milliards, pour un produit national brut d'environ 1500 milliards. Le taux d'intérêt de base a été réduit de 25 à 19 %, mais sur une dette de cette taille, c'est toujours absurde. Le Fonds monétaire international exige que l'équivalent de 5 % du PNB soit mis de côté pour payer les intérêts de la dette, ce qui en couvre à peine la moitié. La partie qui n'est pas payée augmente donc la dette, de sorte qu'aujourd'hui elle s'élève à 980 milliards de reals, soit environ 58 % du PNB.

L'épargne est largement sous-utilisée au Brésil. Le sens de l'intermédiation financière est pourtant de transférer l'argent là où il sera utilisé de la façon la plus productive. Or ce n'est pas ce qui se passe. Une épargne individuelle, par exemple, est rémunérée à un taux de 10 % par an. Avec une inflation de 7 %, cela ne représente pas grand-chose. La banque, elle, achète des titres du gouvernement qui, lui, la rémunère au taux de 19 %. Dans le même temps, une entreprise qui souhaite faire un investissement se voit proposer un prêt à 35 %, du fait du risque. Un taux d'intérêt de ce niveau ne viabilise pas l'investissement productif. D'une certaine façon, le taux, qui est maintenu élevé par l'État et qui est l'héritage du gouvernement précédent, se répercute sur les taux payés par les entreprises. Les taux internationaux se situant autour de 2,5 à 3 %, les entreprises brésiliennes ne peu-

** Professeur d'économie à l'Université Catholique de Sao Paulo et conseiller du président Lula, <http://dowbor.org>
Adaptation du texte : Catherine Guichard.*



vent pas faire face à la concurrence. Chaque entreprise gère donc ses réserves pour s'autofinancer.

Beaucoup de gens, surtout les pauvres, achètent à crédit à des taux de 130 %, voire plus de 200 %. Ces taux d'intérêt exorbitants ont deux conséquences : les pauvres achètent et investissent moins (1). Le développement local pâtit donc de cette situation. Ce système financier génère en outre une classe de rentiers qui, avec les banquiers, rendent les transformations extrêmement difficiles.

En matière d'emploi, le Brésil fait face à une situation tout à fait paradoxale. Sur 180 millions d'habitants, 65 millions « portent le pays sur le dos » (2). L'un des axes principaux du programme de Lula est justement l'organisation sociale comme pont entre l'emploi et les réalisations nécessaires. Il y a tant à faire au Brésil en matière d'assainissement, de construction, d'agriculture...

Sur 370 millions d'ha de terre classée comme excellente, bonne ou moyenne, seulement 70 millions sont cultivés (3). Or tous les jours, des gens sont tués parce qu'ils cherchent à accéder à la terre. Entre 30 et 50 millions de personnes souffrent de la faim. Cette situation semble surréaliste compte tenu du climat et des ressources du Brésil (eau, sols). Elle est due à la structure de la propriété de la terre. A cause d'une très forte inflation (4), les gens se sont habitués à placer leur épargne dans la terre. Pour protéger leur propriété, les spéculateurs fonciers font en sorte que personne n'utilise leur terre, car si quelqu'un cultive une terre pendant cinq ans, il peut en réclamer la propriété. En conséquence, dans les grandes propriétés de plus de 10 000 ha, seulement 5 % de la superficie sont cultivés, contre 65 % dans les petites propriétés.

La modernisation des structures sociales s'amorce

Six mois avant son élection, Lula a annoncé qu'il respecterait les contrats signés par le gouvernement Cardoso. Les milieux financiers ont été rassurés partout dans le monde. Très clairement, Lula a décidé de ne pas essayer de bousculer le système de spéculation financière (5). Aurait-il pu faire autrement ? Est-ce que le Brésil peut faire face seul à ce système à la fois national et international ?

Parallèlement, le gouvernement a commencé à mettre à profit les instruments dont il dispose pour faire de la politique sociale (6). Il a, par exemple, beaucoup investi dans le programme « faim zéro » (7). Le programme atteint actuellement 7 millions de familles, soit une trentaine de millions de personnes tirées de la misère la plus noire. Elles acquièrent une série de comportements qui les insèrent socialement : les enfants doivent aller à l'école, ils sont vaccinés (8) ; les parents doivent participer à des programmes d'éducation sanitaire, etc. Traditionnellement, le

(1) Notamment dans le développement de petites et moyennes entreprises familiales.

(2) 120 millions de personnes sont en âge de travailler. La population économiquement active est de 80 millions. Il faut en déduire environ 20 % de chômeurs.

(3) Le Brésil a une superficie de 850 millions d'ha.

(4) Jusqu'à 80 % par mois avant le Plan Real de 1993.

(5) Le risque-Brazil, qui avait atteint 4000, est descendu à 400-500.

(6) Le gouvernement contrôle la Caisse Économique Fédérale, la Banque du Brésil (responsable pour 27 % du crédit du pays) et la Banque du Nordeste. Il détient également le Fonds d'appui aux travailleurs (plusieurs dizaines de milliards de reals), ainsi que le Fonds de garantie de temps de service (environ 90 milliards de reals).

(7) Cette aide aux familles pauvres est passée de l'ordre de 17 reals par famille, par mois, à 80 reals (soit 25 euros).

(8) Des millions d'enfants ont ainsi été vaccinés.

gouvernement fédéral donnait l'argent aux gouvernements des États, qui le transmettaient aux maires, qui eux-mêmes le distribuaient aux pauvres. Mais, en bas de l'échelle, l'argent était tari. Aujourd'hui, on donne une carte magnétique aux personnes concernées avec laquelle elles peuvent aller directement dans un bureau de poste pour retirer l'argent, sans passer par des intermédiaires (9).

Le programme Pronaf (10) vise, lui, à réduire le déficit alimentaire du Brésil. Le financement de quelques 1,5 millions d'exploitations familiales (11) a été plus que triplé. Ceci explique que la popularité de Lula reste très forte.

Lula ne mène ni la même politique que Cardoso, ni une grande révolution. Il ne peut pas faire face simultanément à tous les groupes susceptibles de déstabiliser le gouvernement. Il est convaincu que le Brésil ne pourra pas faire face au système de spéculation sans l'appui d'autres pays. Les gens commencent à comprendre qu'il faut organiser un contrepoids à ce système de spéculation internationale qui détruit les pays du Sud (12). Il s'agit d'une bataille à long terme. Il y a, par exemple, des discussions sur la possibilité de basculer du dollar vers l'euro pour les cotations du pétrole. Il faut également travailler sur la structure de la dette, qui a une composante en reals et une composante très forte en dollars (13). Une autre voie du long terme tend à rechercher l'équidistance entre l'Europe et les États-Unis. Il y a aussi un rapprochement fort avec les autres pays latino-américains (14). Il est possible également de faire pression pour ouvrir un poste au Conseil de sécurité de l'ONU.

Il n'y a pas de trahison ni d'oubli de la part de Lula. Mais il doit faire face à des contraintes internes. Il a été élu président, ce qui signifie chef de l'exécutif ; or, le gouvernement est composé de trois pouvoirs. Le pouvoir judiciaire continue, au Brésil, à être extrêmement corrompu, très enraciné dans les vieilles traditions régionales des caciques et des familles de grands propriétaires. Le Congrès est, lui, occupé par des sénateurs et des députés qui attendent des compensations pour leur soutien à telle ou telle réforme. Il faut donc négocier, et même financer les appuis, selon la tradition.

Aujourd'hui le tollé soulevé par cette sorte de financement constitue une offensive en règle contre Lula. Le gouvernement Lula aurait inventé la corruption. Les quatre grands groupes qui monopolisent les médias attaquent en permanence. Une alliance de la droite essaie, de façon de plus en plus évidente, de renverser le gouvernement, de mener à un *impeachment*, ou, de préférence, d'isoler Lula pour laisser son gouvernement « saigner lentement ». Si l'offensive marche, ce sera un coup d'État blanc. L'enjeu est immense, car il s'agit du blocage de la tentative la plus sérieuse de moderniser les structures sociales du pays et d'ouvrir une voie démocratique pour l'Amérique latine.

(9) Le gouvernement s'est également appuyé sur des organisations chrétiennes pour mettre en place les comités misère-zéro et court-circuiter ainsi l'administration traditionnelle.

(10) Programme national d'appui à l'agriculture familiale.

(11) Soit environ six millions de personnes.

(12) À la dernière réunion de Cancun, le rouleur compresseur qui venait des États-Unis et de l'Europe semblait devoir l'emporter sans difficulté, mais vingt-deux pays ont formé un groupe du refus et ont bloqué le système.

(13) En stimulant les exportations, le Brésil a exporté l'an passé pour 95 milliards de dollars et importé pour 62 milliards, soit un surplus de 33 milliards qui servent à payer une partie de la dette extérieure en dollars.

(14) La tentative de limogeage du président Chavez au Venezuela a très nettement échoué à cause de Lula, qui a organisé le groupe des pays amis. Cela a permis de stabiliser temporairement la région, malgré la présence américaine en Colombie. Cf. **S. Fernandez**, *Un continent sous influence et P. Sampaio*, *Contrastes actuels des univers latino-américains*, Economie & Humanisme n° 371, décembre 2004.

Ladislau Dowbor